

**CONCOURS EXTERNE POUR L'EMPLOI DE CONTRÔLEUR DES IMPÔTS**

**ANNÉE 2009**

---

**ÉPREUVE N°1**

DURÉE : 3 heures. – COEFFICIENT : 4

---

**RÉSUMÉ D'UN TEXTE PORTANT SUR LES QUESTIONS  
ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU MONDE CONTEMPORAIN ET  
RÉPONSE À DES QUESTIONS EN LIEN AVEC LE TEXTE**

Code-matière : 043

---

**SUJET UNIQUE**

**Recommandations importantes**

*Le candidat trouvera au verso la manière de servir la copie informatisée.*

*Sous peine d'annulation de sa copie, le candidat ne devra porter aucun signe distinctif (nom, prénom, signature, numéro de candidature, etc.) en dehors du volet rabattable d'en-tête.*

*Il devra obligatoirement se conformer aux directives données.*

**Tournez la page S.V.P.**

## SUJET

### Travail à faire par le candidat

#### I. Résumez le texte ci-après.

#### II. Répondez aux questions suivantes :

- 1) Expliquez les mots :
  - *identités collectives* ;
  - *cautériser*.
- 2) Expliquez les phrases :
  - *l'effet multiplicateur d'un festival va rarement au-delà de 1,05 à 1,3.*
  - *La décentralisation est donc inscrite dans les finances, sinon dans la loi.*
- 3) Qu'entend-on par : ... *se prend à rêver d'un petit effet Bilbao* ?
- 4) Qu'entend-on par : ... *les territoires jouent de plus en plus la carte de l'événementiel* ?

#### III. Selon vous, quel rôle peut jouer la culture dans le développement local ?

**Tournez la page S.V.P.**

## Les politiques culturelles en question

par Marc Chevallier et Sandra Moatti.

Alternatives économiques, n° 268 avril 2008.

« Culture bigarrée et pas culture Bigard », revendiquait laconiquement l'une des pancartes arborées le 29 février dernier place du Palais-Royal à Paris. Sur cette place à portée de voix du ministère de la Culture, plus d'un millier d'artistes et d'acteurs du monde de la culture s'étaient donné rendez-vous pour protester contre le « désengagement de l'État » en matière culturelle. Deux jours plus tôt, les grands noms du théâtre français, d'Ariane Mnouchkine à Patrice Chéreau, s'étaient réunis à l'initiative d'Olivier Py au théâtre de l'Odéon pour manifester eux aussi leur inquiétude face aux gels et aux baisses de crédits affectant les grandes institutions comme les petites compagnies depuis l'année dernière. Il est vrai que la culture n'était pas une priorité du programme du candidat Sarkozy. Néanmoins, la lettre de mission envoyée à la ministre de la Culture, Christine Albanel, à son arrivée rue de Valois réaffirmait avec force la priorité donnée à la démocratisation de la culture, jugée comme un « échec » jusqu'ici. Des paroles aux actes, il y a certes toujours eu un fossé dans ce domaine, mais c'est la légitimité même de l'État à intervenir massivement dans la culture qui est aujourd'hui menacée.

L'événement fondateur reste la création en 1959 du ministère des Affaires culturelles, un portefeuille taillé sur mesure par le général De Gaulle pour l'écrivain André Malraux. Sa feuille de route, fixée dans le décret portant création du ministère, est claire : il a pour « *mission de rendre accessible les œuvres capitales de l'humanité, et d'abord de la France, au plus grand nombre possible de Français* ». Ce sera l'objet des Maisons de la culture, la grande œuvre de Malraux, conçues comme des outils de démocratisation et de décentralisation culturelle : dans ces « *cathédrales du XX<sup>e</sup> siècle* », l'art devait produire un « *choc émotif* » chez les Français qui n'avaient pas l'habitude de cette rencontre. Mais la rhétorique flamboyante du ministre s'est très tôt heurtée à la limite des moyens financiers dont il bénéficiait et l'ambition de couvrir le territoire avec les Maisons de la culture sera revue à la baisse.

Lorsque la fréquentation augmente, comme pour les musées et les grandes expositions, c'est souvent le reflet de l'intensité croissante de la consommation culturelle des groupes sociaux qui constituent déjà son public traditionnel. Ce qui autorise Olivier Donnat, chargé d'études au Département des études de la prospective et de la statistique (DEPS) du ministère à conclure : « *Quarante ans de politique culturelle n'ont pas permis, dans un contexte général pourtant favorable (augmentation du pouvoir d'achat, progrès considérables de la scolarisation...) de convertir le peuple à l'art* ».

En 1968, le metteur en scène Jean Vilar revendiquait que l'on consacre 1 % du budget de l'État au ministère de la Culture. Si le budget du ministère ne suffit pas à lui seul à atteindre ce seuil symbolique (0,78 % en 2007), l'effort global public dans le domaine culturel le dépasse allègrement. Tout d'abord grâce aux lignes budgétaires des autres ministères consacrées à la culture : prises dans leur ensemble, elles dépassent le budget de la rue de Valois (3,8 milliards d'euros en 2006), dont la majorité au

ministère de l'Éducation (2,3 milliards). Mais également grâce à l'effort croissant des collectivités locales dans ce domaine.

L'intervention publique ne prend cependant pas exclusivement la forme de subventions directes. Elle se manifeste également par le reversement du produit de taxes parafiscales, comme la taxe sur le chiffre d'affaires des diffuseurs télévisuels qui alimente le compte de soutien à l'industrie cinématographique ou bien l'application de taux de TVA réduits (5,5 % pour le livre, le cinéma et le spectacle vivant, voire 2,1 % pour ce dernier sous certaines conditions). Elle peut aussi avoir recours à la réglementation, comme le prix unique du livre destiné à sauvegarder la diversité de la production éditoriale et le tissu commercial des petites librairies. Ou l'obligation des radios de diffuser 40 % d'œuvres musicales francophones, dont la moitié provenant de nouvelles productions.

La forme et le degré de cette intervention varient fortement d'un secteur culturel à l'autre selon leur plus ou moins grande capacité à exister de manière autonome face au marché, mais aussi selon les liens qu'ils ont tissés avec l'appareil d'État. Il ne fait aucun doute que le spectacle vivant ne pourrait survivre sans intervention publique. Mais si cette dernière est aussi élevée en France dans le cinéma, au point que certains économistes le considèrent comme une économie administrée, c'est peut-être aussi parce qu'il a fini par symboliser l'exception culturelle française aux yeux des responsables politiques. Au point que certaines orientations peuvent poser question : pourquoi subventionner seulement les artistes dans les secteurs des arts vivants, du cinéma et de l'audiovisuel par le biais du régime des intermittents du spectacle, et pas les écrivains ou les plasticiens, contraints quant à eux de gérer leur carrière par la double activité ?

La culture peut être un élément du développement durable d'un territoire lorsqu'elle tient compte de l'environnement, du social et de l'économique. Mais il ne faut pas en attendre de miracle.

Quatre villes françaises sont encore en lice pour devenir capitale européenne de la culture en 2013 : Bordeaux, Lyon, Marseille et Toulouse. Elles attendent le verdict du jury de sélection début 2009. Le rayonnement espéré est à la mesure de l'investissement consenti. Ainsi Lille, qui a obtenu ce titre en 2004, avait rassemblé pour l'occasion un budget de plus de 70 millions d'euros, dont plus de la moitié pris en charge par les collectivités territoriales : ville, département et région.

Ces grands événements sont emblématiques de la place que les collectivités, à commencer par les grandes villes, jouent désormais dans la politique culturelle. Place qui se lit clairement dans leurs finances : « *La culture représente en moyenne plus de 15 % du budget global des villes de plus de 100 000 habitants* », estime Jean-Pierre Saez, directeur de l'Observatoire des politiques culturelles. Et pour des villes comme Lyon, Bordeaux, Strasbourg, Grenoble, Rennes, Lille ou Nantes, la proportion serait plutôt de 17 à 20 %.

Qu'attendent les élus de ces dépenses croissantes en faveur de la culture ? Au-delà du prestige que confère toujours en France le rôle d'ami des arts, les objectifs sont multiples. La culture « *peut être un élément de réparation et de revalorisation symbolique d'un territoire* », note Jean-Pierre Saez. Cette stratégie a été celle de nombreuses villes touchées par la crise industrielle, depuis Glasgow, capitale européenne de la culture en 1990, jusqu'à Lens, qui doit accueillir une antenne du Louvre en 2010 et se prend à rêver d'un petit effet Bilbao.

L'offre culturelle est aussi un facteur de lien social, de construction d'identités collectives. C'est d'ailleurs à ce titre qu'il a été fait appel aux vertus sociales de la culture pour cautériser la crise des banlieues dans les quartiers difficiles. Mais surtout « *les collectivités locales ne manquent pas de rappeler l'importance des revenus que l'on peut espérer du patrimoine ou de l'organisation d'événements culturels* », souligne l'économiste Françoise Benhamou. « *Un argument économique fragile* », estime-t-elle.

Les retombées touristiques sont l'impact économique le plus visible et le plus couramment évoqué de l'investissement culturel. On estime à 6,3 % du produit intérieur brut (PIB) en 2006 le poids de la consommation touristique et à près de 900 000 les emplois salariés engendrés par la présence de touristes. Difficile de dire quelle y est la part imputable au tourisme culturel. La moitié des touristes étrangers qui visitent la France (79 millions au total en 2006) déclarent que la culture représente une importante motivation de leur voyage. « *À Paris, on estime à 80 000 le nombre d'emplois qui dépendent du seul tourisme muséal* », explique l'économiste Xavier Greffe.

Mais la manne du tourisme culturel est très inégalement répartie. Paris et ses environs concentrent 17 des 20 sites culturels les plus fréquentés, avec près de 40 millions d'entrées comptabilisées en 2006, en progression de 30 % depuis 2003. Seuls le Mont-Saint-Michel, le château de Chambord et le Palais des Papes d'Avignon s'immiscent dans cette liste très restreinte. Et ils n'enregistrent à eux trois qu'une progression de 5 % sur les trois dernières années.

Faute d'attirer suffisamment de visiteurs vers leur patrimoine, les territoires jouent de plus en plus la carte de l'événementiel. D'où la fièvre festivalière qui s'empare du pays chaque été. « *On dénombre ainsi 400 festivals par an pour la seule région Rhône-Alpes*, observe Jean-Pierre Saez. *Mais les études d'impact économique ont toutefois tendance à enjoliver la réalité.* » Elles sont généralement fondées sur la notion de multiplicateur : pour un euro dépensé par les organisateurs, une somme bien plus importante serait injectée dans l'économie locale, à travers les dépenses directes des visiteurs pour accéder à la manifestation culturelle, leurs dépenses indirectes dans l'hôtellerie et la restauration, et éventuellement les dépenses induites qui profitent aux entreprises locales hors secteur touristique.

En réalité, « *l'effet multiplicateur d'un festival va rarement au-delà de 1,05 à 1,3* », rapporte Françoise Benhamou. Il faut dire que « *les villes festivalières se transforment souvent en de véritables déserts culturels une fois le festival achevé, les emplois générés sont essentiellement saisonniers* », ajoute-t-elle. Sans compter que « *le plus souvent, l'essentiel de la main-d'œuvre vient d'ailleurs, des grands centres urbains, où le marché de l'emploi artistique est le plus développé* », précise Xavier Greffe. Les retombées économiques sont alors très limitées pour les territoires organisateurs. Quand elles ne sont pas franchement négatives : gonflement des prix et des salaires au détriment des consommateurs et des producteurs locaux, atteintes à l'environnement, etc.

Pour autant, « *les retombées sont très positives dès lors que les activités s'installent dans la durée et que la production fait appel à des compétences locales* », souligne Xavier Greffe. C'est le cas par exemple du salon de la BD d'Angoulême ou des rencontres de la photographie à Arles ; au-delà des quelques jours de festival, ils ont donné naissance à des lieux d'expositions permanents, à des formations et au développement de métiers d'art.

La culture, génératrice d'emploi ? 470 000 personnes, soit 2 % environ de la population active occupée, seraient employées dans le secteur culturel, selon l'enquête emploi de l'Insee. Ce secteur comprend les activités artistiques traditionnelles (plutôt en baisse), la conservation du patrimoine, l'architecture et surtout les industries culturelles comme l'audiovisuel (en légère croissance). En revanche, il n'inclut pas les métiers d'art, ni les industries de la créativité, toute cette frange d'activités « *qui associe valeur esthétique et fonction utilitaire, comme le design, la mode ou la publicité* », note Xavier Greffe, qui constate que « *les entreprises non culturelles font une utilisation croissante des compétences culturelles. Ainsi le design est considéré en Allemagne, en Italie ou au Japon, à la différence de la France, comme un facteur majeur de compétitivité des économies* ».

Or ces activités profitent de l'ancrage dans un territoire spécifique, pourvu de ses traditions propres (comme la porcelaine à Limoges), mais aussi de la proximité d'autres producteurs, ce qui permet de multiplier les échanges de savoir-faire, de matériaux, d'équipements, de main-d'œuvre et de créer des réseaux spécifiques de commercialisation. Certaines collectivités perçoivent les bénéfices que leur

territoire peut retirer de la mise en place de tels « districts culturels ». C'est la logique à l'œuvre par exemple derrière le projet de Cité du design à Saint-Etienne, qui s'efforce de perpétuer la tradition d'innovation qui fut autrefois celle de Manufrance, en installant dans ses murs tout un pôle alliant expositions et formations autour du design. Dans la même veine, le quartier des modes de Roubaix cherche à revivifier la tradition textile de la ville.

De tels projets allient toutes les dimensions qui peuvent faire de la culture un ferment de développement au sens large : ils améliorent le cadre de vie, en restaurant un patrimoine tombé en désuétude, comme à Roubaix, où les manufactures ont été transformées en écoles supérieures techniques et où l'ancienne piscine est devenue un magnifique musée. Ce faisant, ils contribuent à modifier l'image des villes et à revaloriser ceux qui y vivent. Ils attirent, enfin, des flux touristiques tout en produisant de nouvelles compétences sur le territoire. L'environnement, le social, l'économique : *« la culture est bien un élément du développement durable des territoires »*, selon Jean-Pierre Saez. Mais pas une solution miracle.

Bien que les collectivités locales soient de très loin les premières sources de financement public de la culture, leurs dépenses culturelles restent difficiles à apprécier. Les dernières données agrégées datent de 2002. À l'époque, les dépenses culturelles des villes de plus de 10 000 habitants représentaient déjà 4,1 milliards d'euros, celles des départements 1,1 milliard et celles des régions 386 millions - contre 2,6 milliards pour le budget du ministère de la Culture. Depuis, l'écart s'est très vraisemblablement creusé, les collectivités ayant sensiblement accru leur effort. Les départements ont récupéré de nouvelles compétences en 2004, en particulier dans le domaine de l'enseignement artistique. *« Pour certaines régions, l'augmentation dépasse 50 % depuis 2002 »*, estime Jean-Pierre Saez.

Parallèlement, le budget de l'État a progressé beaucoup moins vite ; il plafonne toujours un peu en dessous de 1 % du budget total. Il bénéficie en outre au premier chef à la capitale, qui héberge les grands établissements nationaux comme le Louvre, Orsay, Beaubourg, la BNF, l'Opéra de Paris... et les services centraux du ministère, soit *« probablement près de 50 % du budget de la culture »*, estime Jean-Pierre Saez. *« Les budgets déconcentrés augmentent moins vite et cette année il y a même un recul des moyens affectés aux Drac »*. Au total, *« le ministère de la Culture représente désormais moins de 20 % du financement culturel public dans les territoires »*, conclut le directeur de l'Observatoire des politiques culturelles.

La décentralisation culturelle est donc bien inscrite dans les finances, sinon dans la loi. *« On n'a jamais vraiment déterminé les compétences de chacun, les collectivités se saisissent de ce qu'elles veulent. Tout dépend de la volonté politique des élus »*, explique Karine Gloanec-Maurin, vice-présidente de la Fédération nationale des collectivités territoriales pour la culture. D'où de fortes inégalités territoriales, selon l'intérêt des élus, mais aussi des ressources des collectivités. Ainsi *« les territoires ruraux n'ont guère les moyens d'avoir une politique culturelle »*, poursuit-elle.

FIN